

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU C 4

Numéros dans les séries spéciales :
1641 TM — 598 TOM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :
n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction
n° du

REGULARISATION
DE LA SITUATION DES AGENTS FRANÇAIS
DES ANCIENS CADRES ALGERIENS
OU DES COLLECTIVITES LOCALES D'ALGERIE
INTEGRES DANS LES CADRES METROPOLITAINS

RECouvreMENT DES RETENUES RETROACTIVES
POUR PENSION RESTANT DUES
A LA CAISSE GENERALE DES RETRAITES DE L'ALGERIE,
LORS DU RAPATRIEMENT DES INTERESSES

DOCUMENT A ANNOTER

Instruction n° 64-146 - B 3 du 12 décembre 1964.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	SIA	RF	P	PAA	PGM	PGT
TOM	CLV	PY	CY	TAC	PGA	ACT	ACD	PA	

DIFFUSION
P
22

INSTRUCTION
N° 67-116 - B 3
du
14 décembre 1967

Par lettre commune n° CD 4088 - L/C 91 M du 13 décembre 1967 (annexe n° 1), le Ministre a fait connaître à ses collègues que la situation des agents français des anciens cadres algériens et des collectivités locales d'Algérie, qui étaient tributaires de la Caisse générale des retraites de l'Algérie avant leur rapatriement et qui restaient redevables envers cet organisme, lors de leur intégration dans les cadres métropolitains, de retenues rétroactives pour pension pour la validation de services auxiliaires, devait être régularisée selon la procédure qui a fait l'objet de la lettre commune n° CD 5042 - L/C 56 M du 12 décembre 1964, annexée à l'instruction n° 64-146 - B 3 du 12 décembre 1964 et relative à la régularisation de la situation des anciens fonctionnaires ou ouvriers français des Etats marocain et tunisien réintégrés dans les cadres métropolitains.

Les prescriptions de la lettre commune du 13 décembre 1967 se substituent à celles du titre I^{er} de la circulaire de la Direction du Budget n° F 1-18 du 19 mars 1964 (annexe n° 2) qui précisait que les retenues rétroactives pour pension restant dues par les agents intéressés devaient être versées au Trésor, et imputées au compte 37-001 « Recettes diverses à classer et à régulariser ».

Désormais, la totalité des retenues dues par les intéressés à leur ancien régime de retraite lors de leur retour en Métropole doit être imputée à la ligne « Retenues pour pensions civiles et militaires » du compte « Produits divers ».

Les comptables supérieurs du Trésor régulariseront leurs écritures selon les modalités prévues par l'instruction n° 64-146 - B 3 du 12 décembre 1964, à laquelle ils se reporteront. Cette régularisation doit être entreprise dès réception de la présente instruction, et être achevée, en tout état de cause, avant le 31 décembre 1967.

Le recouvrement des retenues rétroactives pour pension restant dues sera opéré au vu du titre de perception émis par l'Administration responsable de la gestion de l'agent et conformément à l'article D 4 du Code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, qui a repris sur ce point les dispositions de l'article D 31 de l'ancien code, et aux prescriptions de la lettre commune n° 4670 C 4 - L/C 2980 du 27 octobre 1953 [cf. annexe à la circulaire n° 1302 du 27 octobre 1953 (1)], qui demeurent applicables.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,

P. PÉPIN.

(1) *Bulletin des Services du Trésor* n° 75 G de 1953.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ANNEXE N° 1

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ
PUBLIQUE

Paris, le 13 décembre 1967.

INSTRUCTION
N° 67-116-B 3
du
14 décembre 1967

Bureau C 4.

C. D. 4088 — L/C 91 M.

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

OBJET : Régularisation de la situation des agents français des anciens cadres algériens ou des collectivités locales d'Algérie intégrés dans les cadres métropolitains. — (Recouvrement des retenues rétroactives pour pension restant dues à la Caisse générale des retraites de l'Algérie, lors du rapatriement des intéressés.)

La circulaire de mon Département n° F 1-18, adressée aux Ministres et Secrétaires d'Etat, sous le timbre de Direction du Budget, le 19 mars 1964, a précisé les conditions dans lesquelles les agents français des anciens cadres algériens et des collectivités locales d'Algérie, qui étaient tributaires de la Caisse générale des retraites de l'Algérie avant leur rapatriement et qui ont été intégrés dans les cadres métropolitains, devaient s'acquitter du versement des retenues pour pension dont ils restaient encore redevables envers cet organisme pour la validation de leurs services de non-titulaires.

Cette circulaire prévoyait que, dans l'attente du règlement du contentieux financier franco-algérien, les sommes dues par les agents intéressés devaient être versées au Trésor français. Ces sommes étaient destinées à compenser celles dues par le Gouvernement algérien, pour le rachat des parts contributives lui incombant dans les pensions auxquelles ces agents pourraient avoir droit au titre de la législation française. Elles devaient être imputées, dans les écritures des comptables supérieurs du Trésor procédant à leur encaissement, au compte 37-001 « Recettes diverses à classer et à régulariser ».

Mais, conformément aux dispositions comptables résultant de l'application de la déchéance quadriennale, les sommes imputées au compte 37-001 ne peuvent y demeurer au-delà du dernier jour de la troisième année qui suit celle de leur encaissement. Elles doivent, après cette date, être transférées à un compte d'imputation définitive.

D'autre part, le Gouvernement de la République française et celui de la République algérienne, ont renoncé chacun à faire valoir à l'encontre de l'autre toute créance relative au rachat des parts contributives.

Dans ces conditions, il y a lieu de donner une imputation définitive aux versements de retenues pour pension effectués au compte 37-001 dans les conditions rappelées ci-dessus. La totalité de ces versements doit donc, dès maintenant, être imputée au compte 06-014 « Produits divers du budget », à la ligne « Retenues pour pensions civiles et militaires ». Les versements qui seront effectués au même titre à l'avenir recevront la même imputation.

INSTRUCTION
N° 67-116-B 3
du
14 décembre 1967

La procédure à appliquer est celle qui a fait l'objet de la lettre commune de mon Département n° CD-5042 L/C 56 M, adressée aux différentes administrations le 12 décembre 1964, en vue de la régularisation de la situation des anciens fonctionnaires ou ouvriers français des Etats marocain et tunisien réintégrés dans les cadres métropolitains, à laquelle les administrations sont priées de se reporter. Cette régularisation doit être entreprise dès réception de la présente lettre commune, et, en tout état de cause, être achevée avant le 31 décembre 1967, un titre de perception étant, le cas échéant, émis pour le montant des sommes non encore recouvrées.

Le recouvrement des retenues rétroactives pour pension, qui resteront dues après l'opération prévue ci-dessus, sera opéré conformément à l'article D.4 du Code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, qui a repris sur ce point les dispositions de l'article D.31 de l'ancien code et aux prescriptions de la lettre commune de mon Département n° 4670 C 4 L/C 2980 du 27 octobre 1953 qui demeurent applicables.

Les Administrations sont invitées à me saisir, à l'adresse de la Direction de la Comptabilité publique, des difficultés qui pourraient se présenter pour l'application de la présente lettre commune.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur de la Comptabilité Publique,
JEAN SÉRISÉ.

MINISTERE DES FINANCES
ET DES
AFFAIRES ECONOMIQUES

ANNEXE N° 2

INSTRUCTION
N° 67-116 - B 3
du
14 décembre 1967

DIRECTION DU BUDGET

Bureau F 1.

Circulaire n° F 1-18 en date du 19 mars 1964
relative à la validation pour la retraite des services
de non titulaires
accomplis par les agents français dans les cadres locaux d'Algérie.

LE MINISTRE DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles il convient de procéder à la validation pour la retraite des services de non titulaires accomplis dans les cadres locaux d'Algérie par les fonctionnaires et ouvriers de l'Etat.

*I. — Cas des agents français des cadres algériens
et des collectivités locales d'Algérie qui étaient tributaires de la Caisse générale
de retraite de l'Algérie avant leur rapatriement
et qui ont été intégrés dans les cadres métropolitains.*

Certains d'entre eux avaient demandé, dans le délai d'un an qui a suivi leur titularisation dans les cadres locaux d'Algérie, la validation des services des stagiaires ou d'auxiliaires antérieurs. Lors de leur rapatriement, ils continuaient à acquitter auprès de la Caisse algérienne, par précomptes mensuels de 5 % sur leurs traitements, les retenues rétroactives correspondant aux services ainsi validés. Les fonctionnaires en cause doivent être invités par les administrations métropolitaines dont ils dépendent actuellement, à arrêter tout paiement à la Caisse générale de Retraite de l'Algérie et à verser désormais le reliquat de leur dette au Trésor français. Ces sommes viendront en déduction des charges incombant au Gouvernement algérien au titre du rachat des parts contributives correspondant à l'ensemble des services rendus par les intéressés dans les cadres locaux algériens.

Les Administrations devront, en conséquence, dresser un état faisant ressortir pour chacun des agents intéressés :

- le montant des retenues rétroactives dont ils restaient redevables envers la Caisse locale, à la date de leur rapatriement ;
- celui des sommes qu'ils auraient pu continuer à verser à cette Caisse, depuis leur intégration dans les cadres métropolitains.

Les redevables seront ensuite invités, par une lettre d'avis de versement précisant le montant des sommes mises primitivement à leur charge, le montant des sommes déjà recouvrées et de celles restant à reverser, à se libérer désormais de leur dette en versant mensuellement une somme égale à 5 % du montant de leur traitement à la Caisse du Comptable supérieur assignataire du traitement.

En cas de mise à la retraite de l'agent, le versement s'effectuera trimestriellement à raison d'un cinquième du montant des avances provisoires sur pensions à la Caisse du Comptable supérieur assignataire de ces avances.

Chaque agent produira à l'Administration intéressée une déclaration de recettes constatant le versement.

Les sommes ainsi versées seront imputées dans les écritures des comptables supérieurs du Trésor qui les auront encaissées au compte 37-001 « Recettes diverses à classer et à régulariser ». Ces recettes seront, au surplus, consignées sur un carnet auxiliaire pour permettre d'en déterminer en temps opportun le montant qui doit venir en déduction de celui du capital de rachat dû par le Gouvernement algérien.

Il est précisé que le montant total des retenues rétroactives demeure inchangé, tel qu'il a été déterminé par les services algériens en fonction du premier traitement de titulaire perçu dans les cadres locaux d'Algérie.

II. — Cas des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat qui n'ont jamais été titularisés dans les cadres algériens et qui sollicitent, dans le délai d'un an suivant leur titularisation à l'Etat, la validation des services auxiliaires rendus avant leur rapatriement dans les cadres locaux algériens.

Les administrations dont dépendent les intéressés devront instruire elles-mêmes les dossiers de validation dans les conditions normales prévues en matière de validation des services rendus à l'Etat. Il leur appartiendra d'examiner la recevabilité des demandes et, notamment, de vérifier si la nature des services en cause est susceptible de donner lieu à validation au titre de la Caisse générale des retraites de l'Algérie en utilisant la nomenclature des services d'auxiliaires temporaires, d'aides et de contractuels figurant en annexe à la présente circulaire. Lorsque les demandes porteront sur des services non inscrits dans cette nomenclature ou bien si elles soulèvent des difficultés particulières d'interprétation, il y aura lieu d'en saisir la Direction de la Dette publique de mon Département (Service de la Dette viagère, 2^e bureau) déjà chargée de la liquidation des pensions garanties de la Caisse générale de retraites de l'Algérie. A défaut de pièces justificatives, il conviendra de s'inspirer des formalités prévues par l'article 31 du décret du 9 novembre 1953, certifié par l'article R. 63 du Code des pensions, en exigeant la production d'un acte de notoriété qui établira avec précision la nature, la durée, la date et le lieu d'exercice des fonctions.

Ultérieurement, les administrations inviteront les fonctionnaires intéressés à s'acquitter auprès du Trésor français, de la retenue rétroactive de 6 % calculée sur le premier traitement de titulaire, dont ils sont redevables dans les mêmes conditions que s'il s'agissait de services auxiliaires rendus à l'Etat.

Corrélativement, la date de rachat due à l'Etat par la Caisse algérienne sera liquidée dans les conditions fixées par le décret du 29 mars 1954 commenté par la circulaire du 4 avril 1955, en vue d'un règlement éventuel avec les autorités algériennes.

III. — Cas des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat qui demandent après l'expiration du délai d'un an suivant leur titularisation, soit dans les cadres locaux algériens, soit à l'Etat, la validation des services auxiliaires rendus, avant leur rapatriement, dans les cadres algériens.

Il conviendra de suivre la procédure d'instruction prévue au paragraphe II ci-dessus.

Bien entendu, la validation des services en cause est subordonnée au versement rétroactif auprès du Trésor français par les intéressés, des retenues calculées sur le traitement perçu par eux au jour de leur demande de validation. De même que pour les validations opérées dans les cas visés au paragraphe II ci-dessous, la dette de rachat due à l'Etat par la Caisse algérienne sera liquidée en vue d'un règlement éventuel.

Lorsqu'il s'agit d'agents qui sont actuellement retraités mais qui avaient régulièrement formulé leur demande avant leur radiation des cadres, il convient d'instruire la demande le plus rapidement possible et d'opérer les retenues dont ils sont redevables à raison d'un cinquième du montant de leur pension ou des avances provisoires sur pensions qui seront révisées en vue de tenir compte des services validés.

Les administrations sont invitées à me saisir, sous le timbre de la présente circulaire (Direction du Budget [bureau F1] ou Direction de la Dette publique [2^e Bureau]) des difficultés qui pourraient se présenter dans son application.

Pour le Ministre et par délégation :

Le Secrétaire d'Etat au Budget,

R. BOULIN

INSTRUCTION N° 67-116 - B 3 du 14 décembre 1967
--